

constatent plutôt une faiblesse matérielle, et, chose plus grave, une faiblesse morale. Le parti légitimiste n'a rien gagné à vouloir s'amalgamer avec ses adversaires de la veille, destinés, en cas de victoire, à redevenir ses ennemis du lendemain, sous prétexte de défendre l'ordre en menaçant la république. Le mot de passe était le même, mais les soldats ne servaient pas la même cause. Cette comédie n'a amusé et n'a trompé personne. Où ces messieurs voulaient faire voir l'ordre, le public n'a vu que la confusion. Il n'a pas pu considérer comme sérieuse, et tout au plus comme honnête, cette conciliation d'opinions diverses basée sur l'espérance de toutes les formes de gouvernement, excepté celle qui existe dans la Constitution.

Les légitimistes n'ont rien gagné à jouer ce jeu. Ils y ont certainement perdu quelque chose, et ils ont pu s'en apercevoir, lorsqu'il a été nécessaire de défendre la candidature de M. de Mortemart contre leurs adversaires. Comme il s'agissait seulement de l'ordre, cette divinité, à laquelle on avait sacrifié, provisoirement il est vrai, ses principes et ses espérances, et comme on était d'accord sur l'honorabilité des candidats, qu'importait M. de Mortemart plutôt que M. Rivet ? Par leur séparation, par leur opposition, les légitimistes ne devenaient-ils pas les champions du désordre et ne méritaient-ils pas la qualification d'anarchistes, qui ne leur a pas été épargnée au dernier jour de la lutte ?

En tant que parti politique, agissant pour restituer à la France le vieux droit de la monarchie héréditaire, nous croyons les légitimistes sans force, sans influence, sans avenir. Leurs doctrines étaient déjà bien usées, lorsque nous avions un roi *quasi légitime*. Mais aujourd'hui que nous n'avons plus de royauté, elles n'ont plus de raison d'être. Les hommes de ce parti ont un rôle meilleur à apprendre, une mission à remplir plus utile pour eux et pour leur pays ; c'est de se faire les promoteurs et les praticiens de la décentralisation administrative : la décentralisation, c'est-à-dire, la réalisation même de la liberté. Cette entreprise semble réservée à leur position de grands propriétaires, à leur indépendance de fortune et de caractère, aux facultés qu'ils n'emploient pas, aux travaux absorbants de l'industrie ou du commerce. Ils gagneront en influence personnelle, tout ce que le progrès des idées leur a fait perdre comme parti politique. Cette influence sera légitime, car elle reposera sur la réalité des services rendus à leurs concitoyens. En outre, cette voie, dans laquelle nous leur conseillons de s'engager d'un pas ferme, n'est pas encombrée (nous le regrettons sincèrement pour notre pays), et ne les exposera pas à collaborer, dans le prétendu intérêt de l'ordre, avec des hommes qui ne leur inspirent ni confiance ni sympathie. On peut, par fierté et par délicatesse, refuser de servir une dynastie quand on est engagé d'honneur envers une autre, mais aujourd'hui, c'est la nation qu'il s'agit de servir, on peut le faire sans déroger. Quant à ce principe, que le premier fonctionnaire d'une république ne pourra jamais se passer de l'auréole divin de la légitimité, il ne faut pas trop s'en mettre en peine : les passions et la poudre ont bien passé de mode.

Malgré notre désir de ne nous occuper que des affaires intérieures et de choisir autant que possible celles qui concernent Lyon, il ne nous est pas permis de laisser